

Transition énergétique

Comment atteindre les objectifs de la loi ?

Les «8èmes rencontres pour les énergies renouvelables» ont réuni plus de 250 participants, ce mercredi 12 juillet, à la Maison de la Chimie, rue Saint Dominique à Paris.
<http://www.mmconseil.com/evenement/8es-rencontres-energies-renouvelables>

Dès le début, Benjamin Fremaux, auteur du rapport de l'Institut Montaigne « *Energie : priorité au climat* » déclinait les enjeux ouverts aux débats d'un panel d'intervenants impressionnant de qualité.
<http://www.institutmontaigne.org/fr/publications/energie-priorite-au-climat>
http://www.institutmontaigne.org/res/files/publications/note_energie_priorite_au_climat.pdf

Aussi, est-il impossible de restituer la richesse des réflexions et des arguments déployés ! Tout au plus, essayons de relayer quelques idées ou tendances qui, une fois encore, confortent Esperanza21 dans son diagnostic et sa vision...

Evidemment, nous vous tiendrons informés d'actes ou de verbatim qui seraient édités par les organisateurs. <https://twitter.com/hashtag/RencontresEnR>

En revanche, **écouter Nicolas Hulot**, ministre de la transition écologique et solidaire, en audience auprès du Sénat le même jour, donnera le sens de transitions déjà en cours et dont le développement est urgemment souhaité.
http://videos.senat.fr/video.364299_5963fe964990e.audition-m-nicolas-hulot-ministre-d-etat?timecode=1701000

François-Michel Lambert, député des Bouches du Rhône, insiste sur **le caractère systémique d'une situation complexe**, aux objectifs multiples qui requièrent des solutions complexes, cohérentes et coordonnées.

Outre la question des énergies et du climat, il cite les problématiques des mobilités, de la biodiversité, des pollutions, des déchets... Chacune porte sa propre dynamique, mais aucune ne trouvera de réponse satisfaisante sans qu'elle soit en accord avec les options choisies pour les autres.

C'est donc une question de gouvernance à divers niveaux, celui de l'Etat et celui des territoires, ceux de l'Europe aussi, voire de la planète.

Cette ambition, qui appelle des mesures techniques, nécessite un changement de méthodes. Elle demande une planification des choix transparente,

- > sur des temps courts et avec une vision à plus longs termes;
- > sur des territoires cohérents coordonnés avec des niveaux plus larges...

De plus, un contrôle démocratique des enjeux financiers doit pouvoir s'exercer.

"Tout mensonge, même par omission, serait un crime contre la transition !" annonce Jean-François Carenco, président de la Commission de régulation de l'énergie (CER) <http://www.cre.fr/>

Des expérimentations sincères sont revendiquées, c'est-à-dire avec des évaluations rigoureuses aboutissant à des décisions collectives.

Ainsi plusieurs objectifs sont formulés :

- Un mixte énergétique vers des énergies décarbonées et renouvelables, soit la fin des exploitations du charbon, du pétrole et du nucléaire
- Une indispensable économie d'énergie avec une efficacité accrue dans les usages de la chaleur
- Un recours raisonnable à l'électricité. Le gaz, peu producteur de CO₂, offrant une solution au moins transitoire avant de devenir une énergie renouvelable à partir de la biomasse
- La mobilisation d'importants financements qui peuvent recevoir des contributions participatives citoyennes.
- L'importance des réseaux de distribution, de partage, de complémentarités, de communication, de réflexion... donc de l'intelligence collective.
- Le besoin de simplification administrative pour des mises en œuvre plus efficaces mais qui accordent toute leur place aux dialogues et aux décisions démocratiques.
- La nécessité de compatibilité, de cohérence, si possible de convergences dans les divers projets, selon leurs espaces et leurs temps de réalisation.

" Des objectifs à atteindre collectivement, sans gagnant ni perdant. "

Ces transitions ne pourront être réussies que si elles sont acceptées, mais également avec **une participation active des citoyens**, donc grâce à une information claire et partagée ce qui implique un changement culturel d'importance.

Il ne s'agit rien moins qu'une "révolution industrielle", organisée par une stratégie planifiée, y compris dans la mutation inévitable de nombreux emplois.

Nous ne reprendrons pas ici la liste des nombreux obstacles à des transitions devenues indispensables car vitales.

Retenons que « *il n'y aura pas de transformation sans la participation des citoyens* ».

D'où l'impérieuse question de l'éducation (nationale) dont, à cet horizon, les objectifs de formation scientifique et de formation technique semblent aujourd'hui réduits à portion bien congrue !

Développer des apprentissages de méthode et une réflexion systémique, des démarches de découverte et de recherche, correspond à merveille aux motivations, intérêts et aptitudes des jeunes. Ce n'est pas un enseignement académique qui en sera le levier...

Une transition dans les méthodes pédagogiques est nécessaire pour porter et faire aboutir les transitions technologiques, culturelles et sociétales d'un nouveau rapport à nos environnements proches et à notre biosphère.

Nourrissons l'espoir d'un tel renouvellement !